

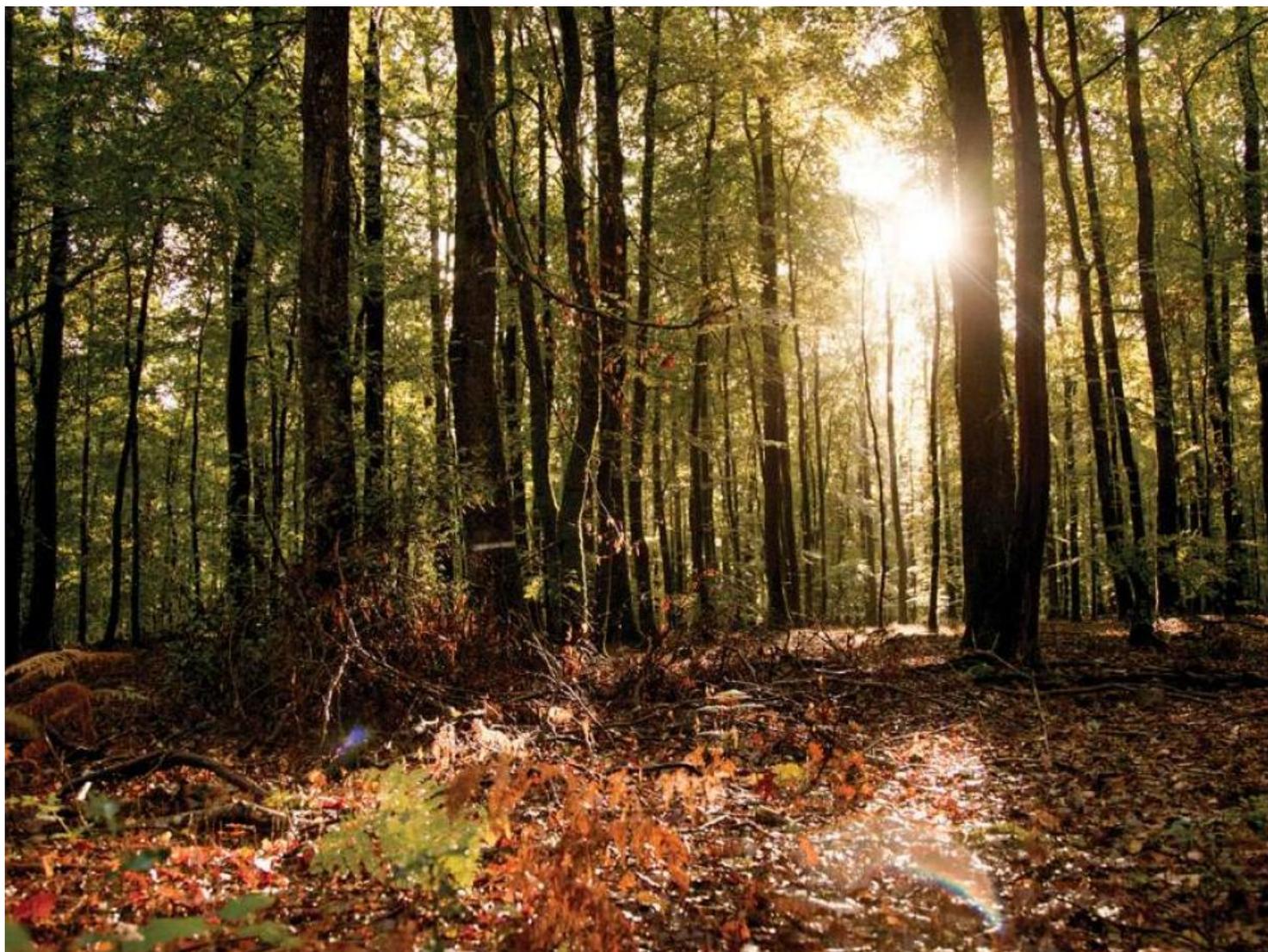
Économie

Filière bois: la Chine et Matignon sèment la zizanie dans nos forêts

Par Pierre-Henri de Menthon le 31.08.2021 à 10h00

🕒 Lecture 4 min.

Les exploitants et négociants de bois s'opposent aux industriels français du secteur a propos des exportations vers la Chine. La manne de l'argent du plan de relance de la filière (300 millions d'euros) ravive de vieilles rivalités entre des professionnels qui vont être réunis en Assises.



La manne de l'argent du plan de relance de la filière (300 millions d'euros) ravive de vieilles rivalités entre des professionnels du bois.

📷 J. FRANCHET - HANS LUCAS VIA AFP

Tout se passe comme si les 300 millions d'euros du plan de Relance réservés à la filière attisaient les haines recuites entre professionnels français du bois et des forêts. A quelques jours d'Assises sectorielles organisées par le gouvernement, le Syndicats des exploitants de la filière bois (SEFB), qui regroupe depuis 2016 "dans un esprit constructeur et fédérateur", la grande majorité des exploitants forestiers négociants s'en prend à un autre lobby, celui des scieurs et transformateurs regroupés dans la Fédération nationale du bois (FNB).

"Manipulation et mauvaise foi"

Ces derniers sont accusés par les premiers de "mauvaise foi" et de "manipulation intellectuelle". Au cœur de la polémique, une étude publiée cet été par la FNB, abondamment relayée par les médias, selon laquelle les propriétaires et négociants organiseraient des "exportations sauvages" de grumes (bois non transformés), notamment vers la Chine, ce qui menacerait la survie des scieurs tricolores et constituerait une "aberration écologique". Des affirmations démenties dans une contre-étude de huit pages de la SEFB, pour qui les scieurs de la FNB veulent "salir l'image de nos forêts". A noter que cette affaire d'exportations chinoises agite et déchire le secteur depuis des années. Une polémique publique avait déjà eu lieu en 2018.

La FNB, le 9 juillet dernier, a donc publié une analyse en s'appuyant sur les chiffres des douanes chinoises selon laquelle, il serait parti, sur les cinq premiers mois de 2021, pas moins de 187.167 mètres cubes de chênes français dans ce pays, soit une hausse de 42% par rapport à la même période de 2020. Le SEFB admet qu'il "existe actuellement une recrudescence ponctuelle de ces exportations". Mais "elle s'inscrit dans la moyenne de ces six dernières années". Quant à l'évolution de 42%, elle serait surtout lié au ralentissement économique lié au covid en 2020.

Pétition des scieurs

Alors que le FNB a lancé une pétition pour stopper "l'hémorragie", le SEFB publie des données selon lesquelles lors des ventes privées et publiques organisées d'avril à juin 2021, 83% des lots de chênes ont été achetés non par des étrangers, mais "par des scieurs et transformateurs français". Quand la FNB accuse d'autres pays de "siphonner" nos forêts, en raison notamment de décision politiques, le SEFB rétorque qu'il en rien. "La Roumanie, qui vient de prendre une interdiction d'exportation, voit ses expéditions s'effondrer depuis mars" explique par exemple la FNB. Réponse du SEFB: "Il s'agit d'une extrapolation abusive de déclarations remontant au 5 décembre 2019 du ministre de l'environnement de l'époque, Alexe Costel."

LIRE AUSSI

Le retour du bois, de la terre et de la pierre

Dans un tel climat de guerre intestine, le gouvernement n'a pas renoncé à dépenser de l'argent public. Le Premier ministre, Jean Castex, a annoncé ce 24 juillet lors d'un déplacement dans une scierie vendéenne que dans le cadre du plan de relance, une enveloppe de 100 millions d'euros supplémentaires sera redéployée pour la filière bois (en sus des 200 millions déjà prévu). La filière du bois, qui représente 400.000 emplois en France, a été érigée comme une priorité par le gouvernement. Plusieurs ministères (Agriculture, Industrie, Commerce Extérieur, Transition écologique...) sont mobilisés pour préparer les Assises qui devraient se tenir d'ici fin septembre et le premier ministre a déjà prévenu: "il faut que les professionnels s'organisent et prennent leur responsabilités."

Matignon au coté des scieurs

Pourtant, - fruit de la campagne de sensibilisation de la FNB? - Jean Castex semble avoir choisi son camp. Le 23 juillet, dixit Matignon, le gouvernement a saisi la Commission européenne pour qu'elle prenne "des mesures de sauvegarde au titre de la compétence commerciale, de façon à éviter le pillage de nos ressources forestières". Jean Castex a aussi demandé à l'Office national des forêts (ONF) de développer au maximum des contrats d'approvisionnement avec les scieries françaises pour "éviter" que les productions de bois des forêts domaniales ne soient vendues aux enchères, s'exposant à "l'action de traders" exportant hors d'Europe. Autant dire que le premier ministre est plutôt du côté des scieurs.

 14 RÉACTIONS

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Challenge^s
L'économie de demain est l'affaire de tous

© Challenges - Les contenus, marques, ou logos du site challenges.fr sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.

Audience certifiée par